



| JUILLET 2025

RAPPORT MEDIA MONITORING

RESUME EXECUTIF

Le mois de juin 2025 illustre de manière éloquent la vitalité mais aussi les tensions profondes qui traversent l'espace médiatique malgache. Alors que la période électorale semblait s'éloigner, les rédactions nationales et régionales ont continué à placer les élections au cœur de leurs traitements : préparation anticipée de 2028, débats autour d'un éventuel troisième mandat, adoption de lois institutionnelles au Sénat et incertitudes persistantes concernant le calendrier des scrutins régionaux et provinciaux. Cette centralité du débat électoral témoigne de l'importance que conserve la question de la régularité démocratique dans l'opinion publique, mais elle met aussi en lumière un climat d'anticipation et de suspicion.

Dans le même temps, l'opposition politique a multiplié les prises de parole, souvent relayées par des chaînes comme **MBS, IBC ou AZ Radio, Kolo TV**, pour dénoncer le verrouillage institutionnel et le manque de débats parlementaires. Le discours dominant met en avant la marginalisation des contre-pouvoirs et la difficulté de faire vivre un véritable pluralisme dans les enceintes officielles. Cette tonalité critique a trouvé écho dans les analyses citoyennes et dans la société civile, confirmant une défiance croissante vis-à-vis des institutions représentatives.

Dans leur ensemble, les discours médiatiques de juillet 2025 traduisent une double dynamique : d'une part, un besoin pressant de transparence et de respect des règles démocratiques, et d'autre part, une inquiétude grandissante face à la fragilisation des contre-pouvoirs et à l'opacité institutionnelle. Ce rapport met en évidence comment les médias malgaches, malgré leur vulnérabilité, continuent de jouer un rôle crucial dans la médiation entre l'État et la société, tout en reflétant les fractures profondes qui traversent la démocratie malgache.

Un autre axe majeur de couverture est celui de l'État de droit, porté à la une par des événements sensibles : condamnation du journaliste Fernand Cello, revendications d'ONG pour une réforme en profondeur de la CENI, interpellations liées aux affaires d'empoisonnement et de santé publique, mais aussi débats autour de la dépénalisation de l'avortement ou de la révision des textes sur la Haute Cour de Justice. À travers ces sujets, les médias révèlent les tensions entre impératif de modernisation juridique, pressions internationales et résistances politiques internes. Le fil conducteur est celui d'une société civile mobilisée qui pousse à plus de transparence et de protection des libertés fondamentales.

En somme, l'analyse des discours médiatiques de juin 2025 révèle un espace public marqué par deux dynamiques principales : la centralité des enjeux électoraux et la fragilité des libertés et de l'État de droit. Ce rapport montre comment la presse malgache, dans sa diversité de supports, oscille entre relais institutionnel, critique politique et caisse de résonance des inquiétudes citoyennes.

DYNAMIQUE ÉLECTORALE

1. Anticipation des partis politiques

Les partis politiques malgaches commencent déjà à se préparer pour les élections présidentielles de 2028. Cette préparation inclut :

- la consolidation des structures internes des partis ;
- l'identification de futurs leaders pour représenter les intérêts des partis ;
- la formation et la promotion des jeunes cadres pour sécuriser leur position stratégique.

Tous les partis se préparent face aux enjeux de ces élections à venir plus tard, particulièrement la surveillance de la conformité des processus électoraux et la liberté d'action et de parole de la société civile.

La Constitution actuelle interdit un troisième mandat consécutif pour le président sortant. Cependant, certains débats circulent sur la possibilité d'une manœuvre pour un troisième mandat de Rajoelina.

Selon des sources citées et/ou interviewées par les médias proches du pouvoir, les consultations pré-électorales pourraient être utilisées pour sonder l'opinion publique sur ce sujet, malgré la clarté juridique sur l'impossibilité d'un troisième mandat.

Le KMF-CNOE (Comité national d'observation des élections), par la voix de son vice-président Arcelio Avisoa Tolojanahary, insiste sur le respect strict de la Constitution, dénonçant tout "faux débat" ou initiative extra-légale.

DYNAMIQUE ÉLECTORALE

2. Réformes institutionnelles et législatives

Le projet de loi-cadre n°009-2025/SENAT/PPL, porté par le sénateur Tsiebo Mahaleo Richard Victor, a été adopté à l'Assemblée nationale.

Ce projet :

- définit l'organisation interne du Sénat ;
- encadre la composition et les missions des commissions permanentes ;
- fixe les règles relatives à l'élection et la nomination des sénateurs.

Le discours du média national **TVM** insiste que le plan institutionnel, l'adoption de cette loi apparaît comme une étape clé dans le renforcement du rôle du Sénat au sein de l'appareil législatif malgache. Elle traduit la volonté d'apporter plus de clarté et de rigueur dans le fonctionnement de la Chambre haute, tout en fixant un cadre plus structuré aux responsabilités de ses membres.

Cependant, certains observateurs et membres de la société civile estiment que cette réforme devra s'accompagner d'une mise en œuvre effective et transparente pour éviter que le Sénat ne soit perçu comme une simple chambre d'enregistrement (**AZ Radio, MBS, Record**).

L'enjeu est ainsi de consolider sa crédibilité et son efficacité dans le processus démocratique et dans le contrôle de l'action gouvernementale.

DYNAMIQUE ÉLECTORALE

3. Respect du calendrier électoral

Les élections provinciales et régionales semblent compromises, faute de validation du calendrier. L'absence de précisions sur le mode de suffrage (direct ou indirect) pour les élus régionaux et provinciaux retarde la tenue des sénatoriales. (***L'Express de Madagascar***)

Selon Robert Namearison, représentant du KMF-CNOE, aucune élection prévue cette année ne devrait pourtant être reportée. Il a insisté sur le respect strict du calendrier électoral tel que défini par la loi, rappelant que le gouvernement a l'obligation d'en assurer la mise en œuvre. Il a également appelé les chefs de région à "ne pas craindre la tenue des élections, d'autant plus qu'ils disposent de la légitimité conférée par leur majorité". Sa déclaration résonne comme un avertissement adressé aussi bien à l'exécutif qu'aux autorités locales. Dans un contexte où les suspicions de manœuvres dilatoires reviennent régulièrement sur la scène politique malgache, le KMF-CNOE met en avant deux priorités :

- préserver la régularité institutionnelle en évitant tout vide juridique ou toute prolongation illégitime des mandats ;
- rassurer les acteurs régionaux en soulignant que l'échéance électorale ne doit pas être vécue comme une menace, mais comme un passage obligé de la démocratie.

Ce message traduit une inquiétude croissante au sein des partis politiques, de la société civile et de l'opinion : un éventuel report pourrait fragiliser davantage la confiance entre citoyens, institutions et gouvernement, au moment où Madagascar traverse déjà des tensions politiques et sociales notables. (***IBC, RDB***)

DYNAMIQUE ÉLECTORALE

4. Consultations de la CENI

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a mené une série de consultations auprès de l'ensemble des acteurs concernés par les élections. L'objectif, selon la vice-secrétaire exécutive de la CENI, Ravaoharinirina Hanitriniaina Liliane, est de recueillir toutes les propositions et de travailler à l'amélioration du cycle électoral.

Cette démarche vise à garantir des élections mieux préparées, dont les résultats reflètent véritablement le choix des citoyens, dans un esprit de transparence et de respect des principes démocratiques. L'initiative de la CENI traduit une volonté affichée de renforcer la crédibilité du processus électoral dans un pays où la confiance des citoyens envers les institutions reste fragile. (**TVM, Viva, IBC**)

Selon Me Toky Ramilison, membre du bureau politique de Malagasy Miara-Miainga (MMM), les partis MMM et HVM n'assisteront pas à la présentation par la CENI des propositions visant à améliorer le cadre électoral. Il explique que cette absence est liée à plusieurs facteurs : le retard dans la mise en œuvre de cette initiative, la perte de confiance dans le système électoral, et la crainte que la CENI ne prenne pas en compte les propositions, comme ce fut le cas par le passé. De son côté, la société civile indique qu'elle est en cours d'élaboration de ses propres propositions à ce sujet. (**IBC, Kolo**)

DYNAMIQUE ÉLECTORALE

La participation limitée des partis majeurs de l'opposition révèle une défiance persistante envers la CENI, renforçant le rôle de la société civile dans la proposition d'alternatives. Ce manque d'engagement des partis politiques et le contrôle exécutif sur le législatif reflètent une fragilité structurelle qui pourrait impacter la légitimité du cycle électoral de 2028. (***L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, MBS, IBC, Kolo***)

Ce manque d'engagement interroge, à l'approche des prochaines échéances électorales, sur la volonté des forces politiques de s'impliquer dans l'amélioration du cadre démocratique. Mais il renvoie aussi à une forme de lassitude, voire de méfiance, héritée d'un cycle électoral où les recommandations post-scrutin n'ont guère été prises en compte. Au lendemain de l'élection de 2018, des partis politiques, des observateurs électoraux tant nationaux qu'internationaux, ainsi que des organisations de la société civile avaient formulé des recommandations précises pour corriger les failles constatées dans le processus électoral.

1. Crise sanitaire et transparence informationnelle

Le KMF-CNOE a publié le 08 juillet une déclaration demandant au gouvernement de faire toute la lumière sur les affaires d'empoisonnement et d'intoxication alimentaire qui ont récemment secoué Madagascar. L'organisation interpelle l'État sur la nécessité d'une communication transparente et crédible, notamment concernant l'affaire des huiles brûlées puis diffusées sur les réseaux sociaux (notamment Facebook), accusées d'être à l'origine de ces incidents. Selon l'organisation, le gouvernement doit clairement indiquer s'il reconnaît ou réfute la véracité de ces informations afin d'éviter les rumeurs et les amalgames.

Habituellement centré sur le suivi des processus électoraux, cette organisation de la société civile sort de son champ classique pour s'exprimer sur une crise de santé publique. Cela illustre l'ampleur de l'inquiétude que suscite cette affaire dans l'opinion. Cet appel du KMF-CNOE rejoint ceux d'une partie de la société civile qui exige plus de transparence et de responsabilité de la part des autorités car c'est la crédibilité de l'État dans sa capacité à protéger la population qui est interrogée. (**IBC, RDB, AZ Radio, MBS, Gazetiko**)

2. Réformes de la CENI

Près de trois cents (300) organisations de la société civile proposent une réforme de la CENI, concernant :

- composition et recrutement de ses membres ;
- renforcement de l'autonomie et de la représentativité, incluant un représentant de l'opposition.
- processus ouvert pour les postes exécutifs.

Les OSC ont présenté une vingtaine de propositions portant sur les périodes précédant, pendant et après les scrutins. L'un des axes majeurs de ces propositions concerne le fonctionnement même de la CENI. Sans remettre en question son existence, les OSC suggèrent plusieurs réformes destinées à *“renforcer son autonomie et à améliorer ses mécanismes internes”*.

Les OSC estiment que la composition de la formation permanente de la CENI devrait être revue afin de garantir un meilleur équilibre. Elles proposent notamment l'intégration d'un représentant de l'opposition au sein de cette instance, pour renforcer la représentativité et l'équilibre politique. Concernant l'équipe exécutive de la CENI, notamment le secrétaire exécutif et les directeurs, les OSC suggèrent la mise en place d'un processus de recrutement ouvert. (**RDB, Radio Antsiva, Aceem Radio, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Gazetiko, IBC, Kolo**)

3. Affaire Fernand Cello

Le verdict est tombé dans la première affaire visant le journaliste Fernand Cello : il a été condamné à un an de prison ferme et à une amende de 1 million d'ariary. Par ailleurs, plusieurs autres dossiers judiciaires restent en instance et devraient prochainement être examinés par la justice.

Fernand Cello est connu pour ses enquêtes critiques et son engagement journalistique. Sa condamnation risque d'être perçue comme une illustration de la fragilité de la liberté de la presse à Madagascar ; et le fait que d'autres affaires soient en attente contre lui alimente l'idée d'un acharnement judiciaire. Cette situation pourrait fragiliser davantage l'image de l'indépendance de la justice. Cette condamnation pourrait avoir un effet dissuasif sur d'autres journalistes, qui pourraient s'autocensurer par crainte de subir le même sort. Cela risque de réduire l'espace démocratique et la capacité de la société civile à débattre des sujets sensibles.

Cette condamnation ne s'arrête pas à une affaire individuelle : elle cristallise un débat plus large sur la liberté d'expression, l'indépendance de la justice et la place du journalisme d'investigation dans un contexte politique sensible ; d'autant plus que le silence de l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) est pointé du doigt par certains chroniqueurs politiques des médias analysés. (**IBC, AZ Radio**)

4. Vers une réforme de la Haute Cour de Justice ?

La question de l'impunité des hautes personnalités politiques pourrait bientôt revenir au centre du débat. Actuellement, conformément aux articles 131 et 133 de la Constitution, certaines catégories de responsables ne peuvent être jugées que par la Haute Cour de Justice (HCJ) pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Mais avant d'engager une telle procédure, l'autorisation de l'Assemblée nationale est obligatoire. Cette exigence, censée garantir un équilibre institutionnel, s'est peu à peu transformée en véritable verrou : à ce jour, aucun dossier transmis à la Chambre basse n'a abouti à des poursuites, même lorsque des soupçons de corruption ou de détournement planaient sur les intéressés.

Conscient de ce blocage, le Système anti-corruption (SAC) place la lutte contre l'impunité au cœur de la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC). L'une des réformes envisagées concerne précisément la modification des textes relatifs à la HCJ. Pour ce faire, un comité stratégique sur la lutte contre l'impunité doit être créé, chargé d'identifier les dispositions juridiques à amender. Selon Jean Louis Andriamifidy, certaines révisions pourraient aller jusqu'à exiger des modifications de la Constitution elle-même, afin de mettre fin aux privilèges dont bénéficient actuellement les hauts responsables justiciables devant la HCJ.

ETAT DE DROIT & DROITS HUMAINS

Toutefois, au-delà des contraintes techniques et juridiques, la réforme pourrait se heurter à des résistances politiques. Plusieurs députés, anciens ministres eux-mêmes, ont des dossiers en attente devant la HCJ. Dans ces conditions, il paraît difficile d'imaginer l'Assemblée nationale voter un texte qui ouvrirait potentiellement la voie à des poursuites contre ses propres membres. Le défi du SAC sera donc autant politique que juridique : convaincre les institutions concernées qu'une justice réellement impartiale constitue une étape incontournable pour restaurer la confiance dans la gouvernance publique.

5. Réunions et manifestations publiques

Les élus de l'opposition entendent proposer des modifications de l'ordonnance n°60-082 relative aux réunions publiques et aux manifestations sur la voie publique. Une proposition de loi en ce sens a été déposée à l'Assemblée nationale par la députée élue sous les couleurs de la plateforme *Firaisankina* dans le premier arrondissement d'Antananarivo, Me Hanitra Razafimanantsoa. Ce texte, qui a déjà fait l'objet d'une observation lors du dernier Conseil de gouvernement, devrait être soumis au Parlement pour adoption lors de la prochaine session parlementaire, selon les précisions apportées hier par l'élue. Il viserait à garantir, voire renforcer la liberté d'expression et de réunion, principes essentiels d'un État démocratique.

ETAT DE DROIT & DROITS HUMAINS

À cette fin, les modifications proposées par l'élue Firaïrankina visent, selon ses termes, “à lever l'ambiguïté” dans l'interprétation de certaines dispositions de l'ordonnance actuelle. Ainsi, des définitions précises des notions de “manifestation publique”, “réunion publique” et “réunion privée” devraient être introduites dans le texte, afin d'éviter toute confusion susceptible de restreindre abusivement le droit de manifester. (**MBS, IBC, AZ Radio, Midi Madagasikara**)

6. Incapacité du BIANCO face aux fraudes électorales

Le BIANCO ne peut pas encore poursuivre les cas de corruption électorale, faute de base légale claire. Ces pratiques relèvent uniquement de la loi électorale, limitant ainsi la portée de la lutte anticorruption. Bien que les achats de voix ou la distribution de cadeaux en échange d'un vote puissent être assimilés à des formes de corruption, la loi n°2016-020 sur la lutte contre la corruption ne les considère pas explicitement comme tels.

Cette situation met en évidence une faille dans l'arsenal juridique malgache. D'un côté, la corruption électorale porte atteinte à la crédibilité des scrutins et affaiblit la démocratie ; de l'autre, l'organisme principalement chargé de lutter contre la corruption, le Bianco, se trouve limité dans ses compétences lorsqu'il s'agit de pratiques liées aux processus électoraux.

ETAT DE DROIT & DROITS HUMAINS

Ce cloisonnement, qui confie la répression de ces faits à la seule loi électorale, restreint la portée des actions de lutte contre la corruption. En pratique, il affaiblit les mécanismes de prévention et de sanction, les fraudes électorales étant souvent traitées comme de simples contentieux administratifs, sans la même rigueur que les affaires de corruption classiques. (***RDB, Aceem Radio, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara***)

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI